

MICHAEL LOTHIAN

Membre de la Chambre des Lords, ancien député du parti conservateur au Royaume-Uni

Steven ERLANGER

Michael Lothian, Lord Lothian, nous avons un problème de Brexit. Pourriez-vous nous éclairer sur ce que cela signifie pour l'UE et si vous pensez que Boris Johnson, qu'il ne faut jamais prendre au pied de la lettre, va réussir ?

Michael LOTHIAN

Je suis plutôt content et surpris que nous soyons arrivés si loin dans la discussion sans que personne n'ait mentionné le Brexit.

Steven ERLANGER

Je sais.

Michael LOTHIAN

Je ne pense pas que ça aurait été le cas l'année dernière.

Steven ERLANGER

Comme quelqu'un l'a dit un jour : « nous avons peur que ça soit un virus, nous réalisons maintenant que c'est un vaccin ».

Michael LOTHIAN

Je pense que l'une des raisons pour lesquelles nous ne parlons pas beaucoup du Brexit ces temps-ci est parce que personne ne sait quoi faire. C'est un de ces exemples typiques de négociations menées jour après jour durant trois ans par des personnes hautement intelligentes, qui finissent par conclure qu'ils n'ont trouvé aucune solution. Il est possible que Boris nous annonce dans les jours à venir, dans un déluge de mots, qu'il a trouvé une solution, mais aucune qui soit prête à être mise en œuvre rapidement. Je pense que ce qui est également intéressant, c'est que mon avis diverge assez peu de celui de mes collègues ici présents au sujet des disparités au sein de l'Europe. Je crois que nous sommes tous d'accord sur ce point.

Un des éléments que j'aimerais souligner est que lorsque nous discutons des origines de ces disparités et des raisons pour lesquelles elles mènent au populisme, une de ces raisons est à isoler : beaucoup de gens pensent qu'elles viennent des élites, de l'intelligentsia. Anna nous disait aujourd'hui, si je ne me trompe, qu'au fond l'Europe doit dire au peuple, à travers l'intelligentsia, ce dont il pense avoir besoin. Si vous me demandez ce qui a entraîné le Brexit en premier lieu, je dirais que c'est en grande partie cela. En Grande-Bretagne, et peut-être plus largement, nous avons l'impression de ne pas être écoutés. Quand je dis « nous », je ne parle pas des politiciens, les politiciens ont toujours participé et écouté, je parle des gens ordinaires et ils l'ont exprimé dans leur vote. Nous l'avons vu dans d'autres pays où il n'y pas eu de vote, donc je me demande quels auraient été les résultats s'il y avait eu des votes similaires. Ils l'expriment en descendant dans les rues, en manifestant ou en soulevant des questions au parlement, en vain. Nous avons vu notre parlement quasiment mis à genoux par les parlementaires, ce qu'on appelle l'intelligentsia, qui essayait de sortir de l'impasse actuelle.

Je pense que nous devrions rapidement retourner demander aux gens ce qu'ils attendent de l'élite européenne. Est-ce que vous voulez un système qui vous interroge régulièrement sur vos attentes, sur ce que vous souhaiteriez qu'on fasse et nous essayerions d'y répondre ? Je pense qu'actuellement la réponse à cette question est essentielle, bien



plus que ne l'est le Brexit. Je pense qu'il y a deux domaines desquels nous pourrions déjà nous occuper pour établir une base commune, que l'on fasse partie de l'Europe ou non. Le premier domaine est celui des renseignements, car il y a actuellement beaucoup de partage de renseignements, qui n'est pas lié à l'Union Européenne mais qui se fait sur une base volontaire. Nous ne pouvons pas nous permettre de le compromettre, car cela pourrait être très dommageable pour l'ensemble de l'Occident. Je pense que nous devrions travailler à la création de structures dédiées au partage de renseignements, qui décideraient également de son non-partage si nécessaire.

Le deuxième domaine, qui a déjà été énoncé auparavant, est ce que nous appelions l'Armée Européenne ; je ne la vois pas comme telle. Je pense qu'il y a un vide immense en Europe en terme de forces militaires, mais je ne les vois pas prendre la forme d'une force européenne, car certains pays ne voudraient pas y prendre part. D'autres pays pourraient tout aussi bien dire, alors que nous décidons pour la première fois de ce qu'ils devraient faire, qu'ils ne veulent pas le faire. Nous devrions maintenant réfléchir à la manière dont nous pourrions construire une force armée et une entité qui rassemblent ces pays qui ont vraiment quelque chose de positif à offrir. Ces pays sont dans l'ensemble, et nous le savons au fond de nous, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, et dans une certaine mesure, la Pologne. Nous devrions maintenant nous pencher sur la structure à lui donner pour qu'ils agissent en tant que groupe, pas nécessairement en Europe, ni au sein de l'OTAN, mais en tant que groupe avec un axe européen commun.

Steven ERLANGER

Merci beaucoup.